

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Pas exactement. Si certains employés sont mis à pied à l'hôtel de la Monnaie, c'est qu'on peut maintenant satisfaire à la demande de pièces de monnaie.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LA RÉGLEMENTATION DE L'EMPLOI DE L'ACIDE D-LYSERGIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. William Dean Howe (Hamilton-Sud): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je voudrais lui demander si le gouvernement a songé à réglementer et à régir l'emploi de l'acide D-lysergique?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, monsieur l'Orateur.

LES RELATIONS AU SEIN DU COMMONWEALTH

L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Le premier ministre nous dirait-il si, au cours de la semaine ou avant son départ pour la conférence des premiers ministres à Londres, la Chambre aura l'occasion de l'entendre pendant deux ou trois heures traiter des diverses questions dont cette conférence sera saisie et, en particulier, de l'attitude que le Canada adoptera à l'égard de la situation en Rhodésie?

Je lui rappelle qu'au moment où on a imposé des embargos et appliqué des sanctions, nous avons déclaré que pareille façon de procéder ne serait jamais efficace, alors que le gouvernement était de l'avis contraire. Cette question m'est inspirée par un article de M. Edmonds, qui a déjà été, sauf erreur, un proche collaborateur du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin). Or, ce dernier prétend que seul l'usage de la force amènera un règlement en Rhodésie. Il est grave d'affirmer une chose pareille et je ne crois pas que le Parlement endosse cette opinion.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): C'est ce que j'ai déclaré avant-hier.

Le très hon. M. Diefenbaker: Eh bien, on aurait dû en informer M. Edmonds qui était étroitement lié au ministre et qui prenait souvent la tête. Le premier ministre nous dirait-il si on peut espérer un débat de ce genre?

[M. Laprise.]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): J'en discuterai avec le leader du gouvernement à la Chambre qui pourra ensuite rencontrer les leaders à la Chambre des autres partis afin d'établir si la chose est possible. Pour ma part, je serais très heureux d'avoir l'occasion de traiter de ces importantes questions. Toutefois, je tiens à ajouter, bien que le très honorable représentant le sache déjà, qu'une décision finale sur une question de politique internationale aussi importante ne pourrait être prise par le gouvernement qu'à la lumière des rapports qui nous parviennent du comité des sanctions du Commonwealth à Londres ainsi qu'à la lumière des déclarations des autres membres du Commonwealth et de leurs politiques. Compte tenu de ces réserves, je me réjouirais d'avoir l'occasion de discuter de cette question.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Vu qu'il s'est permis une interruption, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il donnera une réponse claire et nette à la question qui lui a été adressée le 29 août. Voici en quels termes elle a été posée par mon honorable ami d'Oxford (M. Nesbitt): «Est-ce que c'est maintenant la politique du gouvernement d'employer au besoin la force pour déloger le présent gouvernement en Rhodésie?». En réponse, le ministre a donné cette vague réponse: «Rien ne justifie cette question.»

Que la question soit justifiée ou non importe peu. Que le ministre dise à la Chambre si le gouvernement préconise l'usage de la force en Rhodésie.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, j'estime que ma réponse était très à propos.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Ma question s'adresse au premier ministre. Peut-il nous dire quand la conférence provinciale sur l'éducation aura lieu?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne suis pas certain de la date exacte. Le secrétaire d'État pourrait peut-être me l'indiquer, si elle a déjà été fixée. J'en obtiendrai le renseignement et le transmettrai au député demain.

M. Chatterton: Comme les étudiants s'attendent que le bill du gouvernement sur les bourses et prêts aux étudiants soit prêt pour